

CE MONDE QUI BOUGE

Le Maghreb dans tous ses états

En Tunisie, l'éclaircie législative et présidentielle risque-t-elle d'être brève ? Le nouveau Premier ministre Habib Essid, ancien chef de cabinet du ministre de l'Intérieur sous Ben Ali, ne fait pas l'unanimité y compris dans les rangs de Nida Tounes. «Habib Essid a travaillé avec l'ancien régime et il a travaillé avec la troïka» (la coalition menée par Ennahda de fin 2011 à début 2014) a ironisé Hamma Hammami, dirigeant du Front populaire (gauche) sur Shems FM. Ennahdha, en revanche, s'est presque réjoui de la nomination d'Essid, qualifié de personnalité «consensuelle», avec qui le parti islamiste s'est dit prêt à coopérer y compris dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale. Alors de quel côté le vent est-il en train de tourner ? A suivre...



Par Hassane Zerrouky

L'Algérie maintenant. Le gaz de schiste donne le tournis aux autorités et provoque des manifestations de colère à In Salah. Il faut dire que par ces temps de dégringolade du prix du pétrole, qui fragilise dangereusement les finances d'un pays dont la survie dépend uniquement de l'or noir, le gaz de schiste tombe à point nommé. Tenez-vous bien : les estimations des réserves faites par l'entreprise publique Sonatrach pour le seul bassin Ahnet (In Salah) tablent sur deux milliards de m³ pour chaque km², soit des réserves globales de 200 000 milliards de m³ de gaz pour ce bassin d'une superficie de plus de 120 000 km² (deux fois la Belgique) ! Et le fait que le faux frère saoudien soit resté sourd aux appels le suppliant de resserrer les vannes afin de faire remonter les prix, a certainement conforté le pouvoir politique de passer au plus vite à l'exploitation du gaz de schiste, minimisant au passage le risque écologique. Car, en plus du gaz naturel, In Salah recèle d'immenses nappes phréatiques – un véritable océan sous le sol – qui alimentent déjà en eau potable toute la région : avec un débit de 50 000 à 100 000 mètres cube d'eau par jour acheminé par une canalisation de plus de 600 km de long à partir d'In Salah, la ville de Tamanrasset, par exemple, ne connaît pas la soif ! Et rien ne dit que ces nappes phréatiques soient à l'abri d'un accident écologique en cas d'exploitation du gaz de schiste.

Voilà pourquoi, à l'instar de leurs ancêtres, les braves habitants d'In Salah, région frondeuse, connue pour avoir été le dernier lieu de la résistance anticoloniale, veulent se faire entendre. Véritable verrou commandant l'accès au Sud saharien, In Salah n'a été conquise par la France coloniale que le 5 janvier 1900 après la mort au combat de Hadj Mahdi Badjouda. Un siècle après, cette localité se fait rappeler au souvenir des autorités. Et la colère risque de se propager à tout le pays touareg. Le Maroc ? Mohammed VI a boudé la France. Pour la première fois, il ne passera pas ses vacances d'hiver dans son château de Betz dans le Val d'Oise. *Paris Match*, qui sera privé de photos, est la première victime de la bouderie royale. Les raisons ? En février dernier, la remise par sept policiers français, d'une convocation devant le juge, au patron marocain du contre-espionnage Abdelatif Hammouchi de passage en France, suite à une plainte d'une ONG française, avait irrité la monarchie alaouite. Autre incident, en juin dernier, l'intrusion de l'ex-capitaine Adib, exilé en France, dans la chambre de l'hôpital du Val-de-Grâce où était hospitalisé le général Abdelaziz Benani (homme de confiance du roi) pour lui remettre une lettre le traitant de «criminel». Autres raisons de la colère royale, ces écrits et récits (pourant peu nombreux) nuisant à l'image du Maroc, concernant les violations des droits humains, l'embastillement de jeunes militants de la société civile comme la jeune Wafa Charaf (deux ans de prison), ou cette opération visant à interdire l'AMDH (Organisation marocaine de défense des droits de l'Homme) pour avoir porté sur la voie publique la répression contre les Sahraouis.

La Libye ? La guerre faisant rage entre deux forces revendiquant toutes deux le pouvoir, avec en toile de fond le sud-est de pays devenu un sanctuaire djihadiste, fait peser de vraies menaces sur la région. Par leur engagement, Sarkozy et son propagandiste maison, BHL, qui avaient promis en 2011 la démocratie et le progrès, ont semé la ruine et le malheur dans ce pays. Trois ans après la chute de Khadafi, la Libye, pays meurtri, où les rivalités tribalo-religieuses structurent le champ politique, est sous la menace d'une intervention internationale.

Moralité : le Maghreb uni n'est pas pour demain.

H. Z.

CONSEIL DE LA NATION

Trois lois adoptées hier

Déjà entérinés par l'Assemblée populaire nationale (APN), trois projets de lois ont été unanimement adoptés hier en séance plénière au Conseil de la Nation.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La majorité des 119 membres de la Chambre Haute du Parlement, présents hier, ont ainsi adopté un texte relatif à la modernisation de la justice.

Ce qui constitue un jalon nouveau dans le processus de modernisation des prestations judiciaires, assurera le ministre des Relations avec le Parlement, Khelil Mahi, en l'absence du ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Tayeb Louh.

Et ce dans la mesure où ce texte, décliné en 19 dispositions légales, innove en accordant l'ancrage juridique à l'utilisation des technologies de la communication dans diverses prestations et procédures judiciaires et juridiques, notamment le lancement d'un système informatique centralisé pour l'exploitation de données personnelles (certificat de nationalité, casier judiciaire...), la possibilité de transmission vidéo des procès pour délits et l'audition en visio-

conférence de témoins dans les affaires pénales, ainsi que l'utilisation des documents électroniques signés et certifiés.

Notons dans ce contexte que la signature et la certification électroniques, soit des mécanismes de protection des données et des garanties de l'authenticité, la validité et l'intégrité d'un document numérique, ont été réglementées et organisées par le biais d'un texte de loi.

Déjà avalisé par la Chambre Basse du Parlement, décliné en 82 articles et fixant les règles générales, organisationnelles et techniques de la certification, ce texte a été également adopté par les membres du Conseil de la Nation en présence de la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Zohra Derdouri, et à sa satisfaction. Et ce d'autant que ce texte conforte l'instauration de la « confiance » entre les administrés et l'administration, la sécurisation des transactions



Les lois entérinées s'inscrivent dans la dynamique des réformes socioéconomiques.

électroniques et l'impulsion réelle de l'économie numérique.

Un troisième texte de loi a été également entériné hier par l'institution présidée par Abdelkader Bensalah, après l'avoir été par l'APN, à la satisfaction du ministre des Relations avec le Parlement, Khelil Mahi, représentant le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi.

Il s'agit d'un projet de loi modifiant les dispositions légales relatives aux assurances sociales et qui consacre le triple principe de la répartition, de la solidarité et de l'égalité qui fonde le système national de sécurité sociale. En fait,

le texte généralise la couverture sociale à tous les assurés sociaux, au-delà de leur lieu de résidence, en permettant aux représentants de la communauté algérienne à l'étranger, aux diplomates et autres représentants de l'Etat algérien, les fonctionnaires et personnes en mission ou en formation de bénéficier des prestations sociales algériennes.

Des textes inscrits, en fait, dans la dynamique des réformes socioéconomiques tous azimuts, d'amélioration du service public et de modernisation des prestations et des procédures, à charge cependant d'être concrétisés effectivement.

C. B.

PERMIS DE CONDUIRE

La DGSN plaide pour le durcissement des conditions d'accès

Le chargé de la prévention routière à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) plaide pour le durcissement des conditions d'accès au permis de conduire. Selon lui, certains aspects relatifs à la législation doivent être modifiés.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour le commissaire divisionnaire Ahmed Naït El-Hocine, la révision des conditions d'accès au permis de conduire est indispensable.

Plaidant pour le «durcissement» de ces conditions, il souligne que certains aspects relatifs à la législation doivent être impérativement modifiés. Intervenant hier sur les ondes de la Radio chaîne III, le représentant de la DGSN déplore qu'actuellement, seule une bonne acuité visuelle est exigée pour l'obtention du permis de conduire. Or, poursuit-il, «il existe plusieurs maladies incompatibles avec la conduite. Il rappelle ainsi l'arrêt de 1984 qui énumère les maladies incompatibles avec la conduite.

«Cet arrêté doit être actualisé afin de permettre de diagnostiquer toutes les affections incompatibles avec la conduite», dit-il. Selon lui, le candidat doit être soumis à une commission pluridisciplinaire pour déceler toutes les maladies incompatibles avec la conduite afin de



L'instauration du permis de conduire permettra de réduire la sinistralité.

«réduire au maximum les risques d'accidents de la route».

Le chargé de la prévention routière à la DGSN évoque, en outre, le fichier de permis de conduire. «Ce fichier est une condition sine qua non pour la mise en place du permis de conduire à points», précise-t-il. D'ailleurs, poursuit-il, «l'instauration du permis à points est une proposition chère à la Sûreté nationale. Il permettra de réduire la sinistralité».

L'invité de l'émission estime que le système actuel de sanction, basé sur le retrait immédiat du permis de conduire et les amendes forfaitaires, recèle une certaine «injustice» vis-à-vis des conducteurs.

«Certains conducteurs commettent par inadvertance une infraction pour la première fois. Pourtant, ils sont sanctionnés de la même

manière qu'un conducteur qui adopte un comportement déviant et constant», explique-t-il. Selon lui, le permis à points s'adresse justement à ce type de «chauffards» qui, dit-il, «doivent être éjectés du circuit et pénalisés pour leur comportement déviant». Autre revendication de la DGSN : «La révision du code de la route.»

Le commissaire divisionnaire Ahmed Naït El-Hocine a souligné par ailleurs, que la Sûreté nationale a enregistré en 2014, en zones urbaines, 17 383 accidents ayant engendré 828 morts et 20 717 blessés, avant de préciser qu'une stabilité des indicateurs de l'insécurité routière en zones urbaines a été constatée comparativement à l'année 2013.

Ry. N.